



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Kids First Fund, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Organisation non gouvernementale basée aux États-Unis d'Amérique, Kids First Fund vient en aide aux enfants maltraités et abandonnés en les protégeant, en autonomisant les jeunes adultes pour leur offrir des perspectives d'avenir positives et en sensibilisant le public au problème de la violence faite aux enfants. Elle s'appuie sur un réseau composé uniquement de bénévoles qui lui permet de lever des fonds dans le monde entier et de financer des projets dans des pays à faibles ressources, comme la Lettonie et la République de Moldova.

Kids First Fund et son partenaire moldove, le Centre d'information sur les droits de l'enfant de la République de Moldova, ont entamé en 2011 leur deuxième année de coopération. Le Centre a mené, dans six régions rurales du pays (Orhei, Leova, Rezina (au printemps), Edinet, Drochia et Rascani), un projet entièrement financé par Kids First Fund, en vue de prévenir la violence faite aux enfants et d'y sensibiliser le public.

Ce projet innovant comporte trois volets correspondant aux trois principaux groupes concernés : les enseignants, les parents et les élèves. La formation débute par un séminaire de trois jours destiné à donner aux enseignants et au personnel scolaire les connaissances et les outils nécessaires face aux cas d'agression sexuelle ou physique et de harcèlement. Voici quelques exemples des sujets abordés :

- Quelles sont les attitudes et les valeurs de chacun face au phénomène de la violence?
- Quels sont les types de maltraitance et de négligence et leurs conséquences?
- Quels sont les facteurs de risque et de protection liés à la maltraitance et à la négligence?
- Quelles dispositions juridiques moldoves et internationales protègent les enfants contre la violence?
- Comment repérer les cas de maltraitance et les signaler aux autorités?
- Comment prévenir la maltraitance et la négligence en milieu familial, scolaire et social?
- Comment les écoles doivent-elles réagir au problème de la maltraitance et de la négligence?

Un petit groupe d'enseignants de chaque région (instituteurs, professeurs, inspecteurs, directeurs adjoints de l'enseignement et psychologues scolaires) sont formés à animer des rencontres avec les élèves, les parents et les autres enseignants et encouragés à former d'autres formateurs.

Il est évident que ce projet touche un large public. Ainsi, en 2011, 3 700 personnes de six régions rurales y ont participé. Les résultats obtenus en automne indiquent qu'un public beaucoup plus large a été touché, ce qui s'explique par plusieurs raisons : de meilleurs dispositifs de communication sur les activités ont été mis en place; le projet dispose maintenant d'un formateur interne; les enseignants sont davantage impliqués; les méthodes de formation sont plus pratiques; et les rencontres avec les parents et les élèves sont programmées pendant les vacances scolaires. Plusieurs moyens sont utilisés : présentations PowerPoint, réflexions collectives ou individuelles, ateliers de thérapie par l'art et analyse des forces, des

faiblesses, des possibilités et des menaces (analyses SWOT). Les participants s'appuient sur des supports élaborés par le personnel du Centre, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Ministère moldave de l'éducation.

Le projet cherche à faire participer des élèves de tous âges. Jay Sorensen et Roger Grigulis, membres du conseil de Kids First Fund, ont participé à une rencontre avec des élèves du lycée de Peresecina, qui ont participé activement à un débat sur la violence et la maltraitance. L'animateur du débat a créé un environnement qui a permis aux jeunes de mettre au point des stratégies pour surmonter les conflits et de prendre conscience qu'il importait de mettre fin à la violence pour ne pas la transmettre à la génération suivante.

Avant ces séances, la plupart des enseignants n'avaient jamais été sensibilisés à la question de la violence faite aux enfants. Les enseignants ont expliqué que les écoles n'avaient ni stratégies, ni plans d'action visant à la prévenir et qu'on ne s'y occupait des cas de maltraitance qu'a posteriori. Avant ces formations, presque tout le monde ignorait que la loi protégeait les enfants. Les éducateurs ont été surpris d'apprendre que la maltraitance des enfants avait des conséquences à long terme et ont de plus reconnu que des enseignants brutalisent leurs élèves; malheureusement, les cas d'enseignants brutaux sont courants.

Mais surtout, les participants ont reconnu que la prévention de la violence se faisait d'abord à l'école et qu'il était essentiel de collaborer avec les autres cadres scolaires, les parents et les enfants. Le projet se poursuit et des séminaires sont prévus en 2012 dans six autres régions moldaves. Celles de Cantemir, de Stefan Voda et de Criuleni ont déjà bénéficié de formations.

Ce projet montre qu'il est possible d'obtenir des résultats importants en incitant les élèves à s'entraider pour mieux saisir les questions de maltraitance des enfants. Ces élèves du primaire et du secondaire autonomisés reçoivent des compétences adaptées à leur âge pour mieux veiller à leur propre sécurité, protéger d'autres enfants et, on l'espère, agir en ce sens lorsqu'eux-mêmes seront parents.
